

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Cuba-veut-l-abolition-des-sanctions-europeennes>

Cuba veut l'abolition des sanctions européennes.

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : mercredi 20 juin 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

La Havane, Cuba, Le mercredi 20 juin 2007.

Cuba exige de l'Europe l'élimination des sanctions avant toute normalisation de leurs relations, mais a reconnu une évolution de la « Position commune » de l'UE lundi à Luxembourg, a déclaré mercredi le chef de la diplomatie cubaine.

« Nous avons pris note » du document adopté lundi par les ministres européens des Affaires étrangères, qui ont reconduit pour six mois la suspension des sanctions envers le régime cubain, tout en lui proposant un « dialogue politique ouvert », a déclaré Felipe Perez Roque lors d'une conférence de presse à La Havane.

Annonçant une « déclaration officielle dans les prochains jours », le ministre cubain a estimé que la position de l'Union européenne (UE) « contenait une rectification qui était nécessaire, inéluctable, mais insuffisante ».

L'UE « n'a pas éliminé la Position commune » adoptée en 1996, « ni n'a éliminé définitivement les sanctions » de 2003, suspendues depuis 2005, a-t-il ajouté.

La « Position commune » conditionne les relations de l'UE à la démocratisation du régime cubain.

« Il n'y aura pas de relations normales entre un pays européen et Cuba tant qu'existera cette Position commune », a-t-il prévenu, estimant qu'elle traduisait « un manque d'indépendance de l'UE » vis-à-vis de Washington .

« Mais il y a eu une rectification », a-t-il souligné en référence à l'invitation au dialogue de l'UE à Cuba, voulue par le gouvernement socialiste espagnol.

L'UE s'est déclarée « prête à reprendre un dialogue politique ouvert et large avec les autorités cubaines sur tous les sujets d'intérêt mutuel », et a invité une « délégation cubaine » à se rendre à Bruxelles à une date non précisée.

Les sanctions avaient été adoptées après une vague de condamnations de 75 dissidents et l'exécution sommaire de trois jeunes Cubains qui avaient détourné une embarcation pour fuir aux États-Unis.

La Havane « ne reconnaît pas à l'UE une quelconque autorité morale pour juger Cuba », a martelé le ministre, pour qui « les sanctions doivent être éliminées définitivement ».

Elles avaient été suspendues en janvier 2005 à l'initiative de l'Espagne, après quelques libérations de dissidents, suspension renouvelée depuis tous les six mois.

Un grand nombre d'États membres, emmenés par l'Espagne qui a normalisé en avril ses relations avec La Havane, avaient proposé de les supprimer définitivement. Mais devant l'objection de quelques-uns, dont les Tchèques et les Britanniques, cette proposition a été rejetée.

Felipe Perez Roque a d'autre part salué la « victoire historique » que représente à ses yeux la suppression des rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme dans l'île communiste par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Cuba veut l'abolition des sanctions européennes.

« Un cycle de 20 ans s'est terminé », a-t-il déclaré, en allusion aux condamnations répétées de Cuba par l'ex-Commission pour les droits de l'homme de l'ONU, remplacée par le Conseil l'an dernier.